

La zone euro presse la BCE de voler au secours de l'Espagne

Le nouveau fonds européen de sauvetage pourrait bénéficier d'une licence bancaire

Appels du pied et dialogue de sourds : les Etats de la zone euro et la Banque centrale européenne (BCE) ont engagé un face à face à l'issue incertaine pour tenter d'enrayer la crise de la zone euro en Espagne, et en Italie.

Les deux pays multiplient les appels, plus ou moins discrets, à l'institut de Francfort afin qu'il intervienne en rachetant leur dette sur le marché de la revente, comme à l'été 2011. Avec un objectif : réduire des coûts d'endettement, qui battent des records.

« *Devant cette situation d'incertitude, d'excès de volatilité et de comportement irrationnel des marchés, la seule façon d'agir est d'aller au-delà de la capacité des gouvernements* », a lancé, lundi 23 juillet, Luis de Guindos, le ministre des finances espagnols dans une allusion transparente à la BCE. Son président, Mario Draghi, et ses collègues martèlent qu'il n'est pas question de financer les Etats surendettés en relançant le programme activé dans l'urgence en 2011. Mais ils se préparent discrètement au pire.

Mercredi, Ewald Nowotny, membre du Conseil des gouverneurs de la BCE, a déclaré à chaîne d'information financière Bloomberg, très suivie par les opérateurs de marché, qu'il existait « *des arguments favorables* » à l'octroi d'une licence bancaire au Mécanisme européen de stabilité (MES), le nouveau fonds de sauvetage de la zone euro. « *Le débat est en cours* », a-t-il ajouté.

Donner au MES une licence bancaire lui permettrait de se financer auprès de la BCE et d'accroître sa puissance de feu pour soutenir les pays en difficulté de la zone euro.

Jusqu'ici l'autorité monétaire repoussait cette idée, estimant que sa mise en œuvre reviendrait, de manière détournée, à financer les Etats par le biais de la politique monétaire, ce qui ne fait pas partie de son mandat. Les plus orthodoxes qualifiaient cette idée de « *pornographie* ».

Mais, le MES ne sera de toute façon pas opérationnel avant la mi-septembre au mieux, après le jugement de la Cour constitutionnelle allemande. Face à l'urgence,

la BCE pourrait donc devoir faire un geste.

Les pressions se multiplient. Angel Gurría, le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a demandé, mardi, à la BCE d'utiliser « *un bazooka* », afin de « *plafonner* » les taux de refinancement espagnol et italien.

Voici une semaine, le Fonds monétaire international (FMI) avait lui aussi incité la BCE à « *déployer d'autres mesures non conventionnelles qui allégeraient la pression* ». A Bruxelles, comme à Paris, beaucoup considèrent, sans le clamer sur les toits, que l'institut d'émission est le seul en mesure de calmer les marchés pendant la période estivale.

Nouvel aveu d'impuissance

A Berlin, les avis sont plus mitigés, même si la chancelière Angela Merkel avait soutenu, en 2011, les opérations menées par les banquiers centraux, alors que la Bundesbank refusait – et refuse toujours – de les cautionner.

Henning Vöpel, professeur à l'institut d'économie HWWI d'Hambourg, résume l'approche pragmatique des Allemands sur



A Madrid, le 19 juillet, après l'annonce de mesures d'austérité par le gouvernement. PEDRO ARMESTRE/AFP

cette question : « *Nous n'avons pas encore d'instances de décision efficaces en Europe et il faudra du temps pour les créer. La procédure politique étant plus lente que celle des marchés, il n'y a actuellement pas d'autre outil disponible qu'une intervention plus forte de la BCE.* »

Du côté des politiques, le recours à la BCE sonne comme un nouvel aveu d'impuissance. Les

récentes annonces du sommet européen des 28 et 29 juin, ont fait long feu. La mise en musique de la supervision bancaire et de la recapitalisation directe des banques, réclamée par l'Espagne, prendra au minimum plusieurs mois.

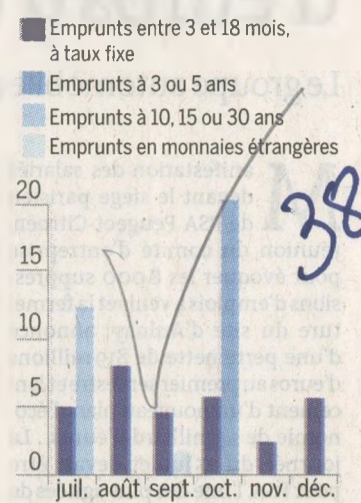
Mardi, dans une ambiance de panique et de confusion courrait la rumeur que Madrid aurait, dans une « *déclaration commune* » avec

Paris et Rome réclamé l'« *application immédiate* » des accords du sommet portant sur les modalités de l'aide aux pays en difficulté. Une nouvelle rapidement infirmée par le secrétaire d'Etat espagnol pour l'Union européenne, Estado Mendez de Vigo, après que la France et l'Italie eurent démenti, sèchement, un tel accord.

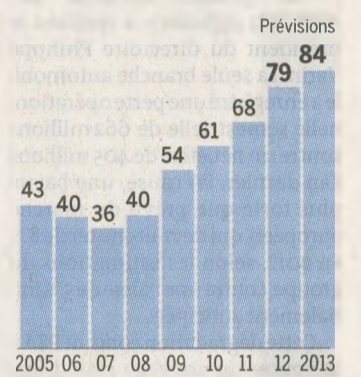
Un cafouillage de plus qui pour-

Une situation d'urgence

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE ESPAGNOLE EN 2012, en milliards d'euros



DETTE DE L'ESPAGNE, en % du PIB



SOURCES : TRÉSOR PUBLIC ESPAGNOL ; FMI

rait fragiliser un peu plus l'Espagne. A ce stade, le gouvernement de Mariano Rajoy refuse de demander une assistance financière plus large que le plan d'aide aux banques, activé le 20 juillet.

Pour aider l'Espagne, les fonds de secours européens actuels et à venir pourraient, sur le papier, se substituer à la BCE. Mais ils ne sont pas en mesure de le faire, ou dans des proportions trop limitées. Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) dispose de moins de 250 milliards d'euros. Et une partie de cette enveloppe doit servir à aider les banques espagnoles, ou la Grèce. Son successeur, le MES sera doté à terme de 500 milliards d'euros, mais ne sera pas opérationnel avant mi-septembre au mieux.

« *En attendant, nous ne pouvons pas faire grand-chose pour juguler la crise, si la situation des deux pays continuait à se dégrader au rythme actuel* », concède un responsable européen. Pour lui, les dirigeants européens ne peuvent que se dépêcher de mettre en œuvre leurs récentes décisions, tout en espérant, sans le dire trop fort, une intervention de la BCE. « *Y penser toujours, n'en parler jamais* », résume une source bruxelloise. ■

PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES), AVEC INTERIM (À BERLIN) ET SANDRINE MOREL (À MADRID)

L'Allemagne relativise la décision de Moody's

Berlin
Correspondance

Pas de panique. L'annonce, lundi 23 juillet dans la soirée, par l'agence de notation Moody's qu'elle plaçait sous perspective négative la note Aaa de la dette allemande (*Le Monde* du 25 juillet) n'a pas provoqué de vague, ni à Berlin ni à Francfort. Après un début de séance calme, le DAX a clôturé sur une baisse de 0,45% (après une chute de 3,18% la veille). En fin de journée, si le taux de l'emprunt à dix ans est légèrement remonté, il s'est moins tendu que pour la France.

« *La première économie de la zone euro reste un refuge sûr*, relève Christian Schulz, économiste de la banque Berenberg. *Les investis-*

seurs ne disposent pas d'alternative pour leurs placements, cette décision ne devrait pas avoir à court terme d'incidence spectaculaire sur les taux en Allemagne. »

Le « pays en a déjà trop fait »

Dès lundi soir, dans un communiqué qui avait suivi promptement l'annonce de l'agence américaine, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble (CDU), avait tenu sensiblement le même discours, estimant que son pays allait « *continuer à exercer son rôle d'ancre de stabilité dans la zone euro, en raison de sa situation économique et financière solide* ».

Début de la trêve estivale ou volonté de ne pas effaroucher les marchés ? La classe politique alle-

mande a, elle aussi, fait preuve de retenue. Hans Michelbach, expert sur les questions financières de la CSU, branche bavaroise du parti conservateur CDU, a estimé, mardi, que la décision de Moody's constitue « *un avertissement lancé à l'Allemagne pour qu'elle n'aille pas au-delà de ses capacités* ». Pour le professeur Henning Vöpel, de l'institut d'économie HWWI d'Hambourg, « *elle ne va pas manquer d'alimenter les critiques des eurosceptiques qui estiment que leur pays en a déjà trop fait* ».

Car le débat sur l'aide aux pays du sud de l'Europe et le maintien de la Grèce dans la zone euro est toujours vif outre-Rhin. Il a été relancé par deux responsables du parti libéral FDP, partenaire de la

coalition. Dans un entretien au quotidien régional *Passauer Neue Presse*, son secrétaire général, Patrick Döring, estime que, si la Grèce sort de la zone euro, « *cela pourrait créer de la confiance sur les marchés* ». Le président du FDP, Philipp Rössler, vice-chancelier et ministre de l'économie, a, lui, déclaré dimanche qu'une sortie de la Grèce de l'euro ne constituait plus un scénario effrayant.

Et la chancelière ? Elle vient de commencer ses vacances. Il n'y a pas eu de réunion de crise avec son ministre des finances, précisent ses services. Angela Merkel devait suivre un autre « *drame* », mercredi : *Le Vaisseau fantôme*, opéra de Wagner, en ouverture du Festival de Bayreuth. – (interim.) ■

Rodrigo Rato, l'ancien patron de Bankia, doit s'expliquer sur les dérives de la banque

Celui qui était il y a peu encore un dieu au sein du PP, le parti au pouvoir, est accusé d'avoir mené l'ex-caisse d'épargne Caja Madrid à la faillite

Madrid
Correspondance

Rodrigo Rato est tombé de son piédestal. L'ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), bras droit de José María Aznar, dont il était ministre de l'économie, n'est plus que l'ancien président de Bankia, la banque qui a conduit l'Espagne au bord du gouffre.

M. Rato doit comparaître jeudi 26 juillet devant la commission des affaires économiques du Congrès des députés, la Chambre basse du Parlement. Il y donnera sa version du fiasco économique et financier qui a conduit la quatrième banque espagnole à demander 19 milliards d'euros d'aide publique, suscitant de sérieux doutes sur la solidité du secteur financier espagnol et obligeant le pays à avoir recours à un plan de sauvetage européen pour ses banques doté d'un plafond de 100 milliards d'euros.

Les partis d'opposition et la société en général attendent des

explications, comme en témoignent les plaintes déposées par le mouvement des « *indignés* », le syndicat d'extrême droite Manos Limpias (« *Mains propres* ») et le parti de centre gauche UPyD (« *Union Progrès et Démocratie* ») contre Bankia et son ancien conseil d'administration. Et comme l'a confirmé, en juin, un sondage Metroscopia pour le journal *El País* qui révélait que 91% des Espagnols souhaitent qu'une enquête judiciaire soit ouverte contre M. Rato.

Mais il aura fallu que l'Audience nationale – haute instance judiciaire – ouvre une procédure contre trente-trois anciens responsables de Bankia, dont M. Rato, pour que le PP (droite, au pouvoir) accepte de faire comparaître les principaux acteurs du scandale Bankia devant le Parlement.

C'est la comparaison de M. Rato qui suscite le plus d'intérêt, car c'est lui qui, depuis sa nomination, en janvier 2010, jusqu'à sa démission forcée le 7 mai 2012, a transformé l'ancienne caisse d'épargne madrilène Caja Madrid, déjà fragilisée par



RONADES FONBLER/REUTERS

l'éclatement de la bulle immobilière, en la banque systémique en faillite qu'est devenue Bankia.

A 63 ans, M. Rato était encore il y a peu un dieu au sein du PP. Licencié en droit et docteur en économie politique à l'université Complutense de Madrid, il a commencé sa carrière politique en 1979 à l'Alliance populaire, l'ancêtre du

PP, et gravi les échelons jusqu'à devenir porte-parole du groupe au Congrès puis ministre de l'économie durant les deux mandats de José María Aznar (1996-2004).

A l'époque, il a encouragé le boom économique fondé sur la construction et mené de grandes privatisations, parmi lesquelles celles de Telefonica, Endesa ou Repsol. Pour les uns, il est l'un des principaux artisans du miracle économique. Pour les autres, il a semé les graines de la crise.

Lorsque M. Aznar a décidé d'abandonner la politique, M. Rato a fait partie des favoris pour prendre sa relève. Mais c'est Mariano Rajoy qui est finalement candidat aux élections de 2004. M. Rato prend alors la direction du FMI, où il renforce son prestige international avant de partir prématurément, en 2007, pour des « *raisons personnelles* ».

Espérait-il devenir candidat aux élections de 2008 ? Ou a-t-il fui le navire alors que pointait une crise qu'il n'avait pas vu venir ? Entre 2007 et 2009, il a évité la poli-

tique et conseillé Banco Santander, la banque d'affaire Lazard ou La Caixa. Puis il a été appelé pour présider Caja Madrid et couper court à la guerre à laquelle se livraient deux factions du PP madrilène pour ce poste. Lui qui aurait dû dépolitiser la caisse d'épargne fera toutefois passer ses intérêts politiques avant les bénéfices économiques.

Crédits toxiques

Par peur de perdre le pouvoir au profit de Barcelone, il a ainsi refusé la fusion avec La Caixa, la caisse d'épargne catalane. Il a préféré s'unir à Bancaja, à Valence, minée par des milliards d'euros de crédits toxiques concédés à des promoteurs immobiliers, mais de même couleur politique. Bankia, géant aux pieds d'argile, est ainsi née de cette fusion, avec aussi cinq autres petites cajas.

Pour conserver la souveraineté sur Bankia, et malgré la faiblesse de la banque, il a décidé une entrée en Bourse, le 20 juillet 2011. Aujourd'hui, l'action a perdu plus de 80% de sa valeur.

Lorsque cette année, le gouvernement de la Banque d'Espagne a publié deux décrets pour imposer une forte augmentation des provisions sur les actifs immobiliers, M. Rato a encore assuré qu'il pouvait s'en sortir seul, malgré les rumeurs persistantes de faillite.

Le 30 avril, après que le cabinet Deloitte a refusé de signer l'audit de Bankia, il a présenté des comptes non certifiés et allégué que la fusion avait rendu l'examen complexe.

« *Tant qu'il avait la protection des siens, M. Rato a fait ce qu'il voulait. Dès qu'ils l'ont lâché, il a dû partir* », confie un collaborateur de la Banque d'Espagne. Le 7 mai, M. Rato a été contraint à la démission par le gouvernement.

Deux semaines plus tard, le nouveau président de Bankia a révélé qu'au lieu de 300 millions d'euros de bénéfices, la banque a accusé 3 milliards de pertes en 2011. Il a demandé 19 milliards d'euros d'aide. M. Rato doit bien quelques explications. ■

S. M.